

GARDONS LE CAP

histoirecapdelamadeleine.ca

Avril 2015, no 2

L'Orange, rue Fusey, Juillet 1954, (SHC092).



Bienvenue

Voici le deuxième numéro du bulletin Gardons le Cap. Bonne lecture.

Pour le troisième numéro, à paraître en novembre prochain, nous attendons vos suggestions, commentaires et contributions.

info.gardonslecap@gmail.com

shc

Évènement

5 juin : Lancement du Nouveau Madelinois

Vous êtes invité au lancement du numéro 7 du Nouveau Madelinois, le vendredi le 5 juin à 11 heures, au local de la société :

Édifice Laurent-Lavergne, 170 rue Saint-Irénée (secteur Cap-de-la-Madeleine), Trois-Rivières.

Ce numéro regroupe trois articles. Jean Roy et Catherine Des Champs relatent l'histoire de la Plaza Fusey ; Marie-Ève Fiset attribue à la Canada Steamship Lines la construction de résidences à Trois-Rivières ; Benoit Bégin amorce

le récit de vie d'*Une adolescence trifluvienne* au temps de la Grande Crise.

Projet boulevard Saint-Madeleine

À l'automne, la SHC entamera une recherche sur les changements survenus dans l'occupation du boulevard Sainte-Madeleine et ses rues adjacentes entre 1930 et 1980. Cinquante ans de la vie du quartier du Sanctuaire seront illustrés. Vous possédez des photographies, souvenirs et renseignements que vous désirez communiquer, rejoignez-nous à

info.gardonslecap@gmail.com

« Bidonville » à Trois-Rivières

Le terme « bidonville » désigne une agglomération de logements précaires faits de matériaux de récupération et accueillant des populations défavorisées à la périphérie des zones urbaines. Ce mot correspond à la formation de l'ancien quartier Notre-Dame-de-la-Paix surnommé « La Pierre ». Aujourd'hui, il ne reste plus rien de ce hameau situé à l'angle des boulevards Des Récollets et Des Forges. À l'époque de sa formation cette zone était située à l'extérieur de la ville. On y trouvait des terrains vagues Un champ de tir de l'armée et un dépotoir composaient le voisinage. Ces terres étant inhabitées, des gens désœuvrés allèrent squatter le lieu du début de la crise économique des années 1930 jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Ces pauvres érigèrent des bicoques avec des matériaux trouvés ici et là. Pendant longtemps, les autorités ne se préoccupèrent guère de cette occupation illégale. Les choses changèrent après la seconde guerre alors que la ville pris de l'expansion et s'approchait de plus en plus de ce bidonville.

Les autorités municipales décidèrent de cadastrer les terrains et de les vendre aux squatteurs à un prix dérisoire (10\$). L'occupation devint ainsi légale. La ville pu desservir ce secteur par des services publics. L'aqueduc fut aménagé en 1946 et l'égout et l'électricité en 1948. Des baraques militaires du champ de tir furent acquises et déménagées dans « La Pierre » pour en faire une école qui ouvrit en 1946 sous la direction des Filles de Jésus. Une salle paroissiale fut construite en 1948. Quelques années auparavant, en 1944, une première chapelle fut érigée et une mission catholique y fut implantée sous le nom de Notre-Dame-de-la-Paix.

Avec la légalisation de l'occupation, la ville espérait qu'il y aurait naturellement une revitalisation du secteur. À l'instar des premières colonies avec leurs habitations précaires qui laissaient place à des paroisses modernes. Malheureusement, malgré les amélio-

tions, l'endroit demeura un milieu défavorisé. Propriétaire ou pas les habitants n'avaient pas les moyens d'investir dans leurs résidences et malheureusement les nouveaux arrivants étaient tout aussi dépourvus.

Une enquête menée sur l'habitation à Trois-Rivières, en 1963, nous apprend que « La Pierre » n'est pas le seul endroit pauvre de la ville. Plusieurs rues dans les premiers quartiers comportent des zones défavorisées. Cependant, les raisons du mauvais état des résidences sont différentes. En 1963, 95% des logements dans le secteur le plus dévitalisé de Sainte-Cécile avaient été érigés avant 1919. Le délabrement de certains était grandement dû à un manque d'entretien. Alors que dans Notre-Dame-de-la-Paix, 73% des bâtiments avaient été construits après 1944. La dépréciation, ici, était causée par la faible valeur des matériaux de construction.

Cette étude indique également que c'est dans Notre-Dame-de-la-Paix que les revenus des habitants étaient les plus faibles. Le quartier rassemblait 1 672 personnes. 26% des chefs de ménage étaient au chômage (4% pour l'ensemble de Trois-Rivières). Le salaire moyen par famille était de 3 309\$ (4 611\$ / Trois-Rivières). Malgré se manque de ressources c'est aussi dans ce secteur que la présence de familles nombreuses était le plus élevée. En effet, 43% des ménages regroupaient plus de 6 personnes (22% / Trois-Rivières). 57% des résidents avaient moins de 19 ans (42% / pour Trois-Rivières). En conséquence, c'est aussi l'endroit où les logements sont les plus surpeuplés. À cela s'ajoute un manque de commodités. 3% des habitations n'avaient pas de toilettes (0,1% / Trois-Rivières), 48% ne disposaient pas de bains ou de douches (8% / Trois-Rivières), 60% n'avaient pas l'eau chaude (21% / Trois-Rivières). Curieusement, 68% des personnes interrogées lors de l'étude considéraient qu'elles avaient toutes les commodités nécessaires, bien qu'elles se plaignaient des mauvaises odeurs et de la malpropreté des rues.

C'est aussi dans ce secteur que l'auteur de l'enquête a noté le plus fort sentiment d'appartenance. 68% des personnes sondées ne souhaitaient pas quitter le quartier alors que dans Sainte-Cécile 60% des habi-

tants interrogés souhaitaient quitter ce milieu. Une des raisons qui explique ce sentiment d'attachement dans « La Pierre » est que l'on trouvait 60% de propriétaires contre 40 % de locataires, alors que dans l'ensemble de Trois-Rivières la situation était inverse avec 60% de locataires. Bref, les gens vivaient dans un secteur pauvre mais ils étaient «chez eux».

Toutefois, ce développement était, alors, loin de plaire à tous. L'expansion de la ville, avec ses nouvelles zones résidentielles de qualité, n'appréciait guère ce voisinage. En 1969, un plan de réaménagement de Trois-Rivières fut conçu.

On remarquait que la vue de ces bicoques n'était pas très invitante et que cela causait un vide autour d'elles. On proposait d'exproprier ces maisons pour y créer une zone commerciale dont la ville avait grandement besoin. Un projet de logement à prix modique sera conçu pour relocaliser cette population moins nantie. À cette époque des actions similaires étaient posées un peu partout dans province. On procédait à l'expropriation puis à la démolition de secteurs défavorisée et à l'implantation de HLM dans une optique de planification du développement — pensons à la fermeture du village en Gaspésie de Saint-Octave-de-L'Avenir. Le succès de ses actions fut mitigé, notamment par la forte opposition des expropriés. Ce fut d'ailleurs le cas pour Notre-Dame-de-la-Paix. Des opposants formèrent un comité pour empêcher d'être dépossédés de leur habitat. La municipalité leur offrait des logements avec plus de confort mais ils n'y voyaient que charité et intrusion dans leur vie privée. Leurs maisons étaient modestes mais y vivaient heureux. De plus, le jugement négatif des autorités et de la population sur leur mode de vie fut difficile à accepter.

Malgré, cette opposition la ville de Trois-Rivières alla de l'avant. Elle fit construire 170 logements près de l'Institut Keranna à plus de deux km de « la Pierre ». Le quartier Notre-Dame-de-la-Paix fut exproprié et démoli entre 1970 et 1972. Environ 250 familles y vivaient alors. Seule 126 familles décidèrent de s'installer dans les logements construits pour eux.



Visite du maire de Châteaudun Paul Gauchéry et signature du registre de la ville en compagnie du maire Desrosier, 1971. (BANQ,13631)

Savez-vous ?

Les origines de Cap-de-la-Madeleine

Avant même la fondation de sa première paroisse, le Cap est déjà bien connu dans la topographie régionale. Il prend alors le nom de Cap des Trois-Rivières, étant voisin du premier établissement en Mauricie. Le terme « cap » tire son origine d'une proéminence s'avancant sur la rive du Saint-Laurent aujourd'hui disparue par l'érosion. La date du 6 mars 1651 est

reconnue comme la date de fondation de la seigneurie mais aussi de la paroisse, dont les Jésuites prennent possession un an plus tard. Cette seigneurie a été détachée de celle de la Madeleine qui avait été concédée en 1636 à Jacques de la Ferté, abbé de Sainte-Marie-Madeleine de Châteaudun en France. Il avait reçu cette seigneurie en cadeau, de la part de la compagnie des Cent-Associés, qui œuvrait dans la traite des fourrures. Le nom Cap-de-la-Madeleine fait donc référence à ce premier seigneur.

Le 19 juillet 1971, le jumelage entre le Cap-de-la-Madeleine et Châteaudun est officialisé, lors de la visite en sol français d'une cinquantaine de représentants Madelinois. À la suite d'un processus de plusieurs années, la ville de Cap-de-la-Madeleine reconnaissait son héritage français, de même que l'importance de l'abbé de la Ferté dans son histoire.

Officialisation du Cap-de-la-Madeleine

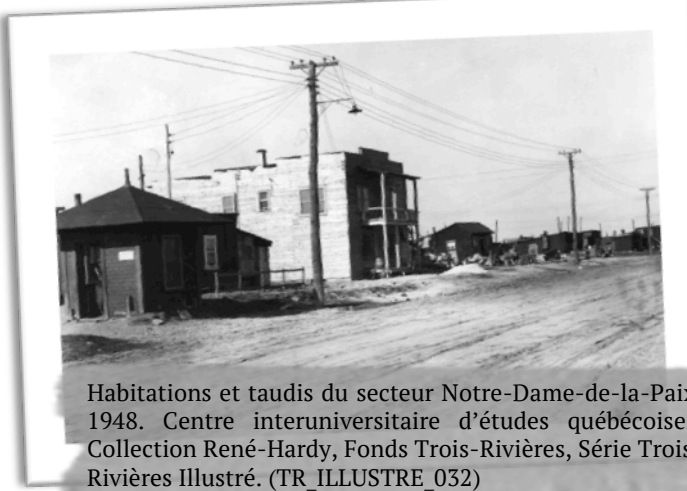
- La première paroisse du Cap-de-la-Madeleine est érigée canoniquement et officiellement le 30 octobre 1678 — bien que les registres paroissiaux datent eux de 1673. Elle prend le nom de Sainte-Marie-Madeleine. Des amputations à son territoire ont donné naissance à plusieurs paroisses dont celle de Saint-Maurice, érigée canoniquement en 1837, mais civilement en 1841, et à celle de Sainte-Marthe-du-Cap en 1915.
- La municipalité de paroisse est créée en 1845. Elle porte le nom de Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine. En 1918, elle change de statut, devient ville et prend le nom de Cap-de-la-Madeleine.
- Avec l'augmentation du nombre de fidèles six autres paroisses seront créées sur le territoire de la ville : Sainte-Famille (1908), Saint-Lazare (1927), Saint-Odilon (1938), Saint-Eugène (1949), Sainte-Barnadette (1956) Saint-Gabriel-Archange (1965). Finalement, la ville du Cap-de-la-Madeleine est fusionnée à la ville de Trois-Rivières en 2001. L'usage Cap-de-la-Madeleine est maintenant utilisé pour désigner ce secteur dans la nouvelle ville.

En savoir plus ▼

- toponymie.gouv.qc.ca/ct/ToposWeb/Fiche.aspx?no_seq=63803.
- toponymie.v3r.net/fiche/1625/boulevard-sainte-madeleine.aspx;
- Jean Roy, Daniel Robert et Louise Verreault-Roy, *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie. Dossier statistique : 1850-1971*. UQTR, Groupe de recherche sur la Mauricie, Cahier no 3, 1981.
- Maurice Loranger, *Histoire du Cap-de-la-Madeleine 1651-1986*, s.l., s.n., 1987.
- *Hebdo du Cap* du 11 août 1971.



Église Sainte-Madeleine, 1953. (SHC048)



Habitations et taudis du secteur Notre-Dame-de-la-Paix. 1948. Centre interuniversitaire d'études québécoises, Collection René-Hardy, Fonds Trois-Rivières, Série Trois-Rivières Illustré. (TR_ILLUSTRE_032)

En savoir plus

En savoir plus ▼

- Georges Robert, *Trois-Rivières: Enquête sur l'habitation*, Trois-Rivières, Atelier d'urbanisme de Trois-Rivières, 1963.
- Service de l'urbanisme, *Programme détaillé de rénovation urbaine: zone Notre-Dame de la Paix*, Trois-Rivières, s.n., 1969.
- *Le Nouvelliste* (7 avril 1973): 9.

À Saint-Sauveur, deux jeunes femmes, supervisées par Madame Hamel, font à manger. Collection Conrad Poirier. (BanQ, P48,S1,P8194) banq.qc.ca/collections/images/notice.html?id=06MP48S1SSOSSSODOP8194



Recette ancienne

Crêpe de grand-mère

- 2 tasses de farine
- ½ c. à thé de sel
- 1 c. à thé de poudre à pâte
- 2 œufs
- 2 tasses de lait
- 1 c. à soupe de graisse

Dans un bol mélanger les ingrédients secs, puis réserver. Dans un autre bol mélanger les œufs, le lait et la graisse. Ajouter les ingrédients secs jusqu'à l'obtention d'une pâte lisse. Cuire dans une poêle légèrement beurrée ou/et huilée. Verser environ ¼ de tasse à la fois.

Ces crêpes sont nature à garnir sucrées ou salées.

Suggestions : Pour un dessert, elles peuvent être servies avec du sirop, des petits fruits et de la crème. Pour un brunch avec tranches de jambon et du fromage.

Soyons fière de notre héritage culinaire et partageons nos recettes de cuisine traditionnelle.

Venez commenter sur notre page facebook.
facebook.com/pages/Société-dhistoire-du-Cap-de-la-Madeleine/160192177332266.



La photographie ci-dessus est parue dans notre premier numéro.

Celle-ci a été prise lors du lancement d'un concours organisé par la Plaza Fusey en 1964. Un des clients des commerces de la rue Fusey a eu la chance de gagner ce chalet dans le style « ma cabane dans le bois ».

Adhésion

Gardons le Cap est publié deux fois par année. Les membres sont invités à soumettre des textes : récit, souvenir, résultats de recherches historiques ou généalogiques, etc. Pour une parution dans le prochain numéro, veuillez communiquer avec nous avant le 1 septembre.

info.gardonslecap@gmail.com

Conception du bulletin : Chantale Dureau. Préparation des textes : Chantale Dureau et Catherine Des Champs. Révision des textes : Jean Roy.

Conseil d'administration de la SHC : Diane Caron, Catherine Des Champs, Chantale Dureau, Simon Fitzbay, Ian Mercier, Maélie Richard et Jean Roy.

Devenez membre de la Société d'histoire du Cap-de-la-Madeleine et participez à la diffusion de l'histoire de la région. Coût annuel 10\$.

Faites parvenir vos coordonnées, avec votre chèque libellé au nom de la SHC à : Société d'histoire du Cap-de-la-Madeleine, C.P. 33022, Trois-Rivières, G9T 9T8.



Département des sciences humaines
819 376-5011, poste 3681
secretariat.schumaines@uqtr.ca

Nos programmes en HISTOIRE



- Baccalauréat et certificat en histoire
www.uqtr.ca/histoire
- Programme court de 2^e cycle en études québécoises
- Maîtrises et doctorat en études québécoises
Programmes d'études supérieures uniques au Québec
www.eq.cieq.ca www.cieq.ca